



FO66



Union
syndicale
Solidaires

unef
le syndicat étudiant



NON A LA CASSE DU CODE DU TRAVAIL RETRAIT DE LA LOI EL KHOMRI ET DES ORDONNANCES PÉNICAUD

Les ordonnances présentées le 31 juillet dernier par la Ministre du Travail Mme Pénicaud affichent clairement la volonté du gouvernement de casser le code du travail.

Dans la continuité de notre combat contre la loi El Khomri, les Organisations Syndicales et de Jeunesse CGT - FO - FSU66 - Solidaires - UNEF - CJR appellent les salarié·e·s à une réponse massive.

Ces ordonnances ne parlent pas du travail, elles ne s'intéressent pas aux salarié·e·s et ne cherchent pas à développer l'emploi.

- Elles facilitent les licenciements,
- Elles mettent en place la rupture conventionnelle collective,
- Elles intronisent le referendum d'entreprise à l'initiative de l'employeur,
- Elles remettent en cause le CDI en élargissant le CDI de chantier,
- Elles entérinent la barémisation des indemnités pour licenciement sans cause réelle et sérieuse, budgétisant à l'avance tout licenciement abusif. Mesure accentuée par le « droit à l'erreur » avec comme conséquence la réduction du pouvoir des conseils de prud'hommes.
- Elles affaiblissent les Instances Représentatives du Personnel, dites IRP, en les fusionnant et en réduisant leur moyen d'action (limitation du nombre de mandats, réduction du nombre d'élus et d'heures de délégation, etc...),
- Elles affaiblissent le rôle de la branche en donnant la primauté à l'accord d'entreprise (rémunération, temps de travail, conditions de travail, ...),
- Elles affaiblissent l'action et le pouvoir des syndicats dans l'entreprise laissant les salarié·e·s livrés à eux même face au chantage à l'emploi permanent.

C'est un projet totalement déséquilibré qui fait la part belle à la flexibilité et insécurise les salarié·e·s.

Les Fonctionnaires et in fine les usagers sont eux aussi frappés de plein fouet par ces politiques d'austérité avec le gel du point d'indice, les suppressions de postes, le jour de carence ... Ces ordonnances auront inmanquablement des conséquences sur les fonctions publiques par notamment la fusion d'instances représentatives (Comités Techniques, Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail, voire même des Commissions Administratives Paritaires).

Que dire de la suppression de 150 000 emplois aidés qui mettront à mal les conditions de fonctionnement de nombreuses écoles, de collectivités et de beaucoup d'associations d'intérêt public ?

Que dire de la baisse des APL et de la hausse de la CSG notamment pour nos retraités qui surviennent au moment où l'on choisit de baisser l'ISF (Impôt Sur la Fortune) ?

Les Organisations Syndicales et de Jeunesse CGT - FO - FSU66 - Solidaires - UNEF - CJR décident de continuer le combat contre ces politiques d'austérité destructrices des droits des salarié·e·s actifs, chômeurs et retraités et qui remettent en cause les principes et les valeurs de la République.

Tous ensemble faisons de la journée du 12 septembre 2017 la première étape permettant d'obtenir l'abrogation de la loi El Khomri et le retrait de ces ordonnances.

Construisons ensemble le rapport de force aussi haut que nécessaire afin de contraindre le gouvernement à ouvrir de réelles négociations sur tous ces sujets.

MANIFESTATION SUR PERPIGNAN

Mardi 12 septembre 2017 - Place de Catalogne à 10H30